

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : UNE ANALYSE EMPIRIQUE A L'AIDE DU MODELE ARDL

OFFICIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE AND ECONOMIC GROWTH IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO: AN EMPIRICAL ANALYSIS USING THE ARDL MODEL.

Auteur 1 : MISHOMA KITHADI Michel,

Auteur 2 : MUTEBA FUAMBA Patient,

Auteur 3 : MAKAYA MASANDI Vincent,

Auteur 4 : MABIALA MUANU Sandra,

MISHOMA KITHADI Michel

Doctorant, chef des travaux à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
République Démocratique du Congo (RDC), Kinshasa

MUTEBA FUAMBA Patient

Chercheur et Apprenant au DEA à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
République Démocratique du Congo (RDC), Kinshasa

MAKAYA MASANDI Vincent

Chercheur et Apprenant au DEA à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
République Démocratique du Congo (RDC), Kinshasa

MABIALA MUANU Sandra

Assistante de recherche et apprenante au DEA à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
République Démocratique du Congo (RDC), Kinshasa

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : MISHOMA KITHADI .M, MUTEBA FUAMBA .P, MAKAYA MASANDI .V & MABIALA MUANU .S (2026) « AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : UNE ANALYSE EMPIRIQUE A L'AIDE DU MODELE ARDL », African Scientific Journal « Volume 03, Num 37 » pp: 1546 – 1574.



DOI : 10.5281/zenodo.21910371

Copyright © 2026 – ASJ



RESUME

Cette étude analyse l'effet de l'aide publique au développement (APD) sur la croissance économique en République Démocratique du Congo à partir de données annuelles couvrant la période d'étude retenue. L'objectif est d'évaluer dans quelle mesure l'APD contribue à la croissance économique tout en appréciant la dépendance de l'économie congolaise aux ressources extérieures. La méthodologie repose sur le modèle autorégressif à retards distribués (ARDL), permettant d'examiner les relations de court et de long terme entre les variables. Les résultats montrent l'existence d'une relation de long terme entre l'APD et la croissance économique, confirmée par le test de cointégration ($F = 3,1554$). Le modèle estimé présente un bon pouvoir explicatif ($R^2 = 0,8608$; $\text{Prob}(F) = 0,0000$). Les estimations indiquent que l'APD exerce un effet positif sur la croissance économique, avec un coefficient de 1,0933 à court terme et de 1,9949 à long terme. En outre, le mécanisme de correction d'erreur ($\text{ECM} = -0,5480$; $p = 0,0000$) révèle qu'environ 54,8 % des déséquilibres sont corrigés à chaque période. Ces résultats suggèrent que l'APD constitue un levier important de financement du développement en République Démocratique du Congo, mais que son efficacité dépend de la qualité de la gouvernance, de l'amélioration de l'environnement macroéconomique et du renforcement de la mobilisation des ressources internes.

Mots-clés : Aide publique au développement ; Croissance économique ; République Démocratique du Congo.

ABSTRACT

This study examines the effect of Official Development Assistance (ODA) on economic growth in the Democratic Republic of the Congo using annual data over the study period. The objective is to assess the extent to which ODA contributes to economic growth while evaluating the country's dependence on external financial resources. The analysis relies on the Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model, which allows the estimation of both short-run and long-run relationships among the variables. The findings reveal the existence of a long-run relationship between ODA and economic growth, as confirmed by the bounds cointegration test ($F = 3.1554$). The estimated model exhibits strong explanatory power ($R^2 = 0.8608$; $\text{Prob}(F) = 0.0000$). The results indicate that ODA has a positive effect on economic growth, with coefficients of 1.0933 in the short run and 1.9949 in the long run. Furthermore, the error correction mechanism ($\text{ECM} = -0.5480$; $p = 0.0000$) shows that approximately 54.8% of short-run disequilibria are corrected in each period. The study concludes that ODA remains an important source of development financing for the Democratic Republic of the Congo, although its effectiveness depends on sound governance, macroeconomic stability, and stronger domestic resource mobilization.

Keywords: Official Development Assistance; Economic Growth; Democratic Republic of the Congo.

INTRODUCTION

L'aide publique au développement (APD) demeure l'un des principaux instruments de coopération internationale destinés à soutenir les efforts de développement des pays à faible revenu. Depuis plusieurs décennies, elle contribue au financement des infrastructures, des services sociaux, du renforcement des capacités institutionnelles et des programmes de réduction de la pauvreté. Avec l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030, son rôle est devenu encore plus stratégique dans un contexte où de nombreux pays font face à des contraintes budgétaires, à une faible mobilisation des ressources internes et à une vulnérabilité accrue aux chocs économiques mondiaux (**United Nations, 2023 ; OECD, 2024**). Les crises successives, notamment la pandémie de COVID-19, les tensions géopolitiques, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les pressions inflationnistes observées depuis 2020, ont renforcé les besoins de financement extérieur des économies en développement, en particulier celles de l'Afrique subsaharienne (**World Bank, 2024 ; IMF, 2023**).

La République Démocratique du Congo (RDC) figure parmi les principaux bénéficiaires de l'aide publique au développement en Afrique. Malgré l'abondance de ses ressources naturelles et son potentiel économique considérable, le pays demeure confronté à d'importants défis liés à la faiblesse des infrastructures, à l'insuffisance des investissements productifs, à la faible mobilisation des recettes publiques, aux contraintes institutionnelles ainsi qu'à la persistance de la pauvreté (**World Bank, 2024 ; African Development Bank, 2024**). Dans ce contexte, l'APD constitue une source importante de financement des programmes publics et des investissements socio-économiques. Toutefois, la contribution réelle de cette aide à la croissance économique continue d'alimenter un débat tant sur le plan académique que dans les milieux de décision publique (**OECD, 2023**).

En effet, si l'aide extérieure peut favoriser l'accumulation du capital, améliorer les infrastructures économiques et sociales et stimuler l'activité productive, elle peut également engendrer des effets pervers lorsqu'elle entretient une dépendance excessive vis-à-vis des financements extérieurs, réduit les incitations à mobiliser les ressources nationales ou demeure insuffisamment orientée vers des investissements productifs (**Arndt et al., 2021 ; OECD, 2023**). Ainsi, la question fondamentale ne réside plus uniquement dans l'importance des flux d'aide reçus, mais davantage dans leur efficacité à promouvoir une croissance économique durable, inclusive et capable de renforcer progressivement l'autonomie financière des pays bénéficiaires (**United Nations, 2023**).

Dans le cas de la République Démocratique du Congo, cette problématique revêt une importance particulière. Malgré des volumes importants d'aide internationale enregistrés au cours des dernières décennies, les performances économiques demeurent caractérisées par une forte volatilité, une dépendance persistante aux exportations des matières premières et une capacité limitée de transformation structurelle de l'économie (**Banque mondiale, 2024 ; Banque africaine de développement, 2024**). Cette situation soulève des interrogations sur le degré de dépendance de l'économie congolaise à l'égard de l'aide publique au développement ainsi que sur la capacité de cette dernière à soutenir durablement la croissance économique.

Face à ce constat, la présente étude cherche à répondre à la question suivante : ***dans quelle mesure l'aide publique au développement influence-t-elle la croissance économique de la République Démocratique du Congo et traduit-elle une dépendance durable de l'économie congolaise vis-à-vis des financements extérieurs ?***

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser l'effet de l'aide publique au développement sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo tout en évaluant le degré de dépendance de l'économie nationale aux ressources extérieures. Plus spécifiquement, il s'agit d'apprécier les effets de l'APD sur la croissance économique, d'analyser les interactions entre l'APD et les principaux déterminants macroéconomiques de la croissance, puis d'examiner l'existence d'une relation de long terme entre ces variables au moyen d'une approche économétrique fondée sur le modèle autorégressif à retards distribués (ARDL) de Pesaran, Shin et Smith.

L'intérêt de cette recherche est à la fois scientifique et pratique. Sur le plan scientifique, elle enrichit les travaux consacrés à l'efficacité de l'aide publique au développement dans les économies africaines en mobilisant des données récentes et une méthodologie adaptée à l'analyse des relations de court et de long terme. Sur le plan pratique, elle fournit des éléments d'appréciation susceptibles d'éclairer les pouvoirs publics, les partenaires techniques et financiers ainsi que les décideurs économiques dans l'élaboration des politiques visant à renforcer la mobilisation des ressources internes, améliorer l'efficacité de l'aide extérieure et promouvoir une croissance économique durable.

Le présent article est structuré en quatre sections. La première présente une revue de la littérature théorique et empirique relative à l'aide publique au développement et à la croissance économique. La deuxième expose la méthodologie de recherche ainsi que les données mobilisées. La troisième présente et analyse les résultats empiriques obtenus. Enfin, la quatrième section est consacrée à la discussion des résultats, avant de conclure par les principales implications de politique économique et les recommandations.

I. REVUE DE LITTÉRATURE

1.1. Fondements théoriques de l'aide publique au développement et de la croissance économique

L'aide publique au développement (APD) constitue depuis plusieurs décennies un levier essentiel de la coopération internationale en faveur des pays à revenu faible et intermédiaire. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'APD regroupe les flux financiers concessionnels accordés par les gouvernements et les organisations multilatérales dans le but principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays bénéficiaires (OECD, 2024). Au-delà de son rôle de financement, l'APD est aujourd'hui considérée comme un instrument stratégique permettant de soutenir les réformes institutionnelles, d'améliorer les infrastructures économiques et sociales, de renforcer le capital humain et d'accélérer l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Les débats scientifiques relatifs à l'efficacité de l'aide publique au développement trouvent leur origine dans les premières théories du développement économique. La théorie du double déficit (Two-Gap Model), développée par Chenery et Strout (1966), soutient que les économies en développement sont confrontées simultanément à une insuffisance de l'épargne intérieure et à une pénurie de devises étrangères. Dans cette perspective, l'APD permet de combler ces deux déficits en finançant les investissements productifs et les importations de biens d'équipement indispensables au développement économique. Bien que cette théorie demeure une référence importante, les recherches récentes montrent que les effets de l'aide dépendent désormais davantage de la qualité des institutions, de la gouvernance et de la capacité des États à utiliser efficacement les ressources extérieures (World Bank, 2025 ; OECD, 2024).

Les théories de la croissance endogène apportent une nouvelle lecture du rôle de l'aide extérieure. Contrairement aux modèles néoclassiques, elles considèrent que la croissance économique est principalement déterminée par des facteurs internes tels que l'accumulation du capital humain, le progrès technologique, l'innovation, les infrastructures publiques et la qualité des institutions. Dans ce cadre, l'APD peut produire des effets durables lorsqu'elle finance des investissements générateurs de productivité, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'énergie, du transport et de la recherche. À l'inverse, lorsque les ressources sont principalement affectées aux dépenses courantes ou sont mal gouvernées, leur contribution à la croissance devient limitée.

Cette vision est aujourd'hui largement reprise par les organisations internationales qui considèrent que l'efficacité de l'aide ne dépend plus uniquement de son volume, mais également de sa qualité, de son ciblage et de son adaptation aux réalités nationales. Les travaux récents de

Goldemberg, Jordan et Kenyon (2025) montrent notamment que les projets d'aide les plus performants sont ceux qui sont conçus en fonction du contexte institutionnel et socio-économique propre à chaque pays, plutôt que ceux évalués uniquement sur la base de critères administratifs.

Par ailleurs, la théorie institutionnelle accorde une place centrale à la qualité des institutions publiques dans la réussite des politiques de développement. Selon cette approche, les ressources extérieures ne produisent des effets significatifs sur la croissance que lorsqu'elles sont accompagnées d'une gouvernance efficace, d'une administration publique performante, d'une transparence budgétaire et d'un environnement politique stable. Les pays disposant d'institutions solides présentent généralement une meilleure capacité d'absorption de l'aide et une plus grande efficacité dans l'exécution des projets de développement. À l'inverse, les États fragiles connaissent souvent des difficultés liées à la corruption, aux faiblesses administratives et à l'instabilité politique, ce qui réduit considérablement les retombées économiques de l'APD (OECD, 2025 ; World Bank, 2025).

À l'opposé de cette vision optimiste, les théories de la dépendance soutiennent que le recours prolongé aux financements extérieurs peut entretenir une dépendance structurelle des économies bénéficiaires. Selon cette approche, une forte dépendance à l'égard de l'aide peut décourager la mobilisation des ressources fiscales nationales, réduire les incitations à développer le secteur privé et limiter l'autonomie des politiques économiques. Les pays fortement dépendants des financements concessionnels deviennent également plus vulnérables aux fluctuations des priorités géopolitiques des bailleurs de fonds ainsi qu'aux variations des volumes d'aide internationale. Les récentes diminutions des flux mondiaux d'APD observées par l'OCDE illustrent la fragilité de ce mode de financement et rappellent la nécessité pour les pays bénéficiaires de renforcer progressivement leurs capacités internes de financement.

Les approches contemporaines privilégient ainsi une vision plus nuancée de l'efficacité de l'aide publique au développement. Elles considèrent que l'APD n'est ni systématiquement bénéfique ni systématiquement inefficace. Son impact dépend d'un ensemble de facteurs complémentaires, notamment la qualité des institutions, la stabilité macroéconomique, le climat des affaires, la mobilisation des ressources domestiques, l'ouverture commerciale, la capacité d'absorption des administrations publiques ainsi que la complémentarité entre les investissements publics et privés. Cette approche explique pourquoi des pays recevant des volumes comparables d'aide peuvent enregistrer des trajectoires de croissance très différentes. Dans le contexte africain, cette réflexion revêt une importance particulière. De nombreux pays continuent de dépendre de l'aide internationale pour financer une partie importante de leurs

dépenses publiques, de leurs infrastructures et de leurs programmes sociaux. Toutefois, les stratégies récentes de développement mettent davantage l'accent sur la mobilisation des ressources internes, l'amélioration de la gouvernance économique, le développement des marchés financiers nationaux et l'attraction des investissements privés afin de réduire progressivement la dépendance à l'égard de l'aide extérieure. L'APD est désormais considérée comme un instrument complémentaire au financement du développement plutôt qu'un substitut aux politiques nationales de croissance durable (**United Nations, 2023 ; African Development Bank, 2024**).

Au regard de ces différentes approches théoriques, il apparaît que la relation entre l'aide publique au développement et la croissance économique demeure complexe et multidimensionnelle. Si plusieurs courants reconnaissent que l'APD peut constituer un puissant levier de développement lorsqu'elle est efficacement orientée vers des investissements productifs, d'autres soulignent les risques de dépendance économique et de faible efficacité en présence d'institutions fragiles. Ces divergences théoriques justifient la poursuite des recherches empiriques visant à apprécier l'impact réel de l'aide publique au développement dans des contextes nationaux spécifiques, notamment celui de la République démocratique du Congo.

1.2.Revue empirique

1.2.1. Revue empirique internationale

Au cours des dernières années, la littérature empirique consacrée à l'aide publique au développement (APD) a connu un renouvellement important grâce au recours à des méthodes économétriques plus robustes, telles que les modèles ARDL, GMM, les modèles à effets fixes et aléatoires, les estimateurs à variables instrumentales ainsi que les approches spatiales. Malgré ces avancées méthodologiques, les résultats demeurent contrastés et ne permettent pas d'établir un consensus quant à l'effet réel de l'APD sur la croissance économique. Les divergences observées s'expliquent notamment par les différences de qualité institutionnelle, de gouvernance, de stabilité macroéconomique et de capacité d'absorption des pays bénéficiaires. Dans une étude devenue une référence récente, Dreher et Langlotz (**2020**) ont réévalué la relation entre l'aide extérieure et la croissance économique en utilisant une approche par variables instrumentales sur un large échantillon de pays en développement. Les auteurs montrent que l'effet moyen de l'APD sur la croissance est positif, mais statistiquement faible lorsque les caractéristiques institutionnelles des pays ne sont pas prises en compte. Ils concluent que l'efficacité de l'aide dépend largement de l'environnement économique et politique dans lequel elle est utilisée, remettant ainsi en cause l'idée selon laquelle une augmentation des flux d'aide entraînerait automatiquement une accélération de la croissance.

Dans le même ordre d'idées, Liu et Li (2022) se sont intéressés à la stabilité des flux d'aide internationale. À partir d'un échantillon couvrant plusieurs pays bénéficiaires, ils démontrent que l'instabilité de l'APD réduit considérablement son efficacité sur la croissance économique. Selon ces auteurs, les interruptions fréquentes des financements extérieurs compliquent la planification des investissements publics, retardent l'exécution des projets de développement et affaiblissent les effets multiplicateurs attendus de l'aide. Ils recommandent ainsi une meilleure prévisibilité des engagements des bailleurs afin de renforcer l'impact économique de l'APD.

Par ailleurs, une étude récente publiée dans World Development montre que les projets financés directement par les ressources ordinaires de la Banque mondiale produisent des effets plus importants sur la croissance locale que ceux financés par des fonds fiduciaires (trust funds). Les auteurs expliquent cette différence par une plus grande cohérence des projets, une meilleure coordination avec les politiques nationales et une réduction des coûts administratifs. Ces résultats rappellent que l'efficacité de l'aide dépend également des modalités de financement et de gouvernance adoptées par les partenaires techniques et financiers.

Les recherches récentes mettent également en évidence le rôle déterminant de la qualité institutionnelle. En étudiant plusieurs économies d'Afrique subsaharienne, Ouedraogo, Sourouema et Sawadogo (2021) montrent que les effets de l'APD diffèrent selon les régimes de croissance. Dans les pays caractérisés par des institutions relativement solides, une meilleure gouvernance et une stabilité macroéconomique, l'aide stimule significativement la croissance économique. En revanche, dans les pays où les institutions sont fragiles, les effets de l'APD demeurent faibles, voire inexistants. Les auteurs concluent que la gouvernance constitue un facteur essentiel de transformation des ressources extérieures en croissance durable.

Les travaux de Legass et Akkas (2024) renforcent cette conclusion. En appliquant un modèle Panel ARDL à quinze pays d'Afrique subsaharienne sur la période 2002-2021, les auteurs montrent que l'aide publique au développement exerce un effet positif sur la croissance à long terme, mais uniquement lorsqu'elle est accompagnée d'une amélioration de la qualité institutionnelle, d'une ouverture commerciale maîtrisée et d'une stabilité macroéconomique. À court terme, les résultats révèlent que les institutions jouent un rôle plus déterminant que le volume même de l'aide extérieure.

Dans l'ensemble, la littérature internationale récente converge vers une idée essentielle : l'aide publique au développement peut effectivement contribuer à la croissance économique, mais son efficacité dépend fortement de facteurs institutionnels, macroéconomiques et structurels. Le volume de l'aide ne constitue donc pas, à lui seul, une garantie de développement. La qualité de la gouvernance, la stabilité des politiques publiques, la capacité d'absorption des ressources

extérieures, l'efficacité des investissements publics ainsi que la complémentarité entre les financements internationaux et les ressources internes apparaissent aujourd'hui comme les principaux déterminants de l'impact de l'APD sur la croissance économique. Cette absence de consensus justifie la poursuite des recherches empiriques dans des contextes nationaux spécifiques, notamment celui de la République démocratique du Congo.

1.2.2. Revue empirique en Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne constitue un terrain d'analyse privilégié pour l'étude de l'efficacité de l'aide publique au développement (APD). En raison de l'importance des besoins de financement, de la faiblesse de la mobilisation des ressources domestiques et de la persistance des déficits d'infrastructures, plusieurs pays de la région demeurent fortement tributaires des financements concessionnels. Toutefois, les travaux empiriques récents montrent que les effets de l'APD sur la croissance économique sont loin d'être homogènes. Ils varient selon la qualité des institutions, la stabilité macroéconomique, la gouvernance, la structure économique et la capacité d'absorption des pays bénéficiaires.

En étudiant un panel de pays d'Afrique subsaharienne, Legass et Akkas (2024) montrent que l'aide publique au développement exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique à long terme lorsque les pays disposent d'institutions relativement solides et d'un environnement macroéconomique stable. En revanche, les effets de court terme demeurent limités lorsque les ressources extérieures ne sont pas accompagnées de réformes institutionnelles. Les auteurs concluent que l'amélioration de la gouvernance demeure une condition essentielle à la transformation de l'aide extérieure en croissance durable.

Dans une étude consacrée à plusieurs économies africaines, Ouedraogo, Sourouema et Sawadogo (2021) mettent en évidence une forte hétérogénéité des effets de l'APD. Leurs résultats indiquent que les pays caractérisés par une meilleure qualité institutionnelle enregistrent des retombées économiques nettement supérieures à celles observées dans les États fragiles. Selon ces auteurs, les investissements financés par l'aide produisent davantage d'effets lorsque les administrations publiques disposent de capacités suffisantes pour assurer la planification, l'exécution et le suivi des projets de développement.

Les analyses réalisées par AidData apportent également un éclairage original en examinant les effets spatiaux de l'aide internationale en Afrique subsaharienne. Demir et Duan (2020) montrent que les projets financés par les partenaires internationaux génèrent non seulement des effets positifs dans les zones directement bénéficiaires, mais également des retombées économiques dans les régions voisines grâce aux externalités liées aux infrastructures, aux marchés et aux échanges. Toutefois, ces effets demeurent fortement conditionnés par la nature

des projets financés ainsi que par leur intégration dans les stratégies nationales de développement.

Plusieurs études nationales confirment également cette diversité des résultats. En République centrafricaine, Donsi et Pademona Nadia Clairette **(2024)** concluent que l'APD contribue positivement à la croissance économique en soutenant les investissements publics et la reconstruction des infrastructures dans un contexte marqué par une forte fragilité institutionnelle. Les auteurs soulignent néanmoins que les effets observés restent inférieurs au potentiel attendu en raison des contraintes de gouvernance et de la faible capacité d'absorption de l'administration publique.

En Côte d'Ivoire, les travaux de Brou Malan Denis et Ouattara Wautabouna **(2023)** mettent en évidence une contribution favorable de l'aide publique au développement à la croissance économique, mais démontrent que cette contribution devient significativement plus importante lorsque l'environnement institutionnel est stable et que les investissements sont orientés vers les secteurs productifs. Les auteurs insistent sur le fait que la qualité de la gouvernance conditionne largement le rendement économique des ressources extérieures.

À l'inverse, les recherches menées au Sénégal par Lassana Touré, Atoumane Diagne et Lucien Sagbo **(2022)** aboutissent à des résultats plus nuancés. Les auteurs observent qu'une augmentation durable de l'aide extérieure peut réduire les incitations à mobiliser les ressources internes et contribuer à une forme de dépendance financière. Selon leur analyse, une croissance durable repose davantage sur le développement du secteur privé, l'investissement domestique et la diversification de l'économie que sur l'accroissement continu des flux d'APD.

Les travaux de Mohamadou Moustafa et Fayama Satiéba **(2021)** montrent également que l'efficacité de l'aide varie selon la qualité des institutions. À partir d'un échantillon de pays africains, ils démontrent que les ressources extérieures produisent des effets positifs lorsqu'elles s'accompagnent d'une amélioration de la gouvernance, d'une réduction de la corruption et d'une plus grande stabilité politique. En revanche, dans les pays caractérisés par une gouvernance fragile, les effets de l'APD demeurent limités et parfois insignifiants.

Les analyses publiées par la Banque africaine de développement **(2024)** confirment cette tendance. Elles soulignent que la croissance économique africaine dépend désormais de plus en plus de la mobilisation des ressources domestiques, de la transformation structurelle des économies, de l'intégration régionale et de l'investissement privé. L'APD reste un instrument important, mais elle ne peut plus être considérée comme le principal moteur du développement économique du continent. Les stratégies de développement récentes privilégient ainsi une

complémentarité entre l'aide extérieure, les recettes fiscales nationales, les investissements directs étrangers et les marchés financiers locaux.

Dans l'ensemble, les études empiriques réalisées en Afrique subsaharienne convergent vers une conclusion commune : l'aide publique au développement peut contribuer à la croissance économique, mais son efficacité dépend fortement des conditions institutionnelles, de la qualité de la gouvernance, de la stabilité macroéconomique et de la capacité des États à transformer les ressources extérieures en investissements productifs. Les divergences observées entre les résultats empiriques montrent qu'il n'existe pas d'effet universel de l'APD sur la croissance. Cette absence de consensus justifie la nécessité de poursuivre les recherches dans des contextes nationaux spécifiques, notamment celui de la République démocratique du Congo, afin d'apprécier dans quelle mesure l'aide publique au développement constitue un véritable moteur de croissance ou un facteur de dépendance économique.

1.2.3. Revue empirique sur la République Démocratique du Congo, synthèse critique et lacune scientifique

La République Démocratique du Congo (RDC) représente un cas particulièrement intéressant dans l'analyse de la relation entre l'aide publique au développement (APD) et la croissance économique. Malgré son potentiel économique considérable, lié notamment à l'abondance de ses ressources naturelles, le pays demeure caractérisé par une forte dépendance vis-à-vis des financements extérieurs. Depuis plusieurs décennies, l'aide internationale occupe une place importante dans le financement des programmes publics, des infrastructures sociales et des interventions humanitaires. Toutefois, les résultats économiques observés soulèvent des interrogations quant à la capacité de cette aide à générer une transformation structurelle durable de l'économie congolaise.

Les analyses récentes consacrées à l'économie congolaise montrent que l'APD a contribué au financement de plusieurs secteurs prioritaires, notamment la santé, l'éducation, les infrastructures de base et la gouvernance publique. Selon la Banque mondiale (2024), les ressources extérieures demeurent un soutien important pour les investissements sociaux et les programmes de développement en RDC, particulièrement dans un contexte marqué par une faible mobilisation des recettes publiques et une importante informalité économique. Cependant, l'institution souligne également que l'efficacité de ces financements reste limitée par les contraintes institutionnelles, la faiblesse des capacités administratives et les difficultés de coordination entre les différents acteurs du développement.

Dans une analyse portant sur les déterminants de la croissance économique en RDC, Mbuyi et Kalambayi (2021) montrent que les ressources extérieures peuvent exercer un effet favorable

sur l'activité économique lorsqu'elles sont orientées vers les investissements productifs. Toutefois, leurs résultats indiquent que cet effet demeure fortement dépendant de la qualité de la gestion publique et de la capacité des institutions nationales à assurer une allocation efficace des ressources. Les auteurs soulignent ainsi que l'augmentation des flux financiers extérieurs ne garantit pas automatiquement une accélération durable de la croissance économique.

Dans la même perspective, Kibala et Tshibangu (2022) analysent la relation entre financement extérieur et performance économique en RDC et mettent en évidence une contribution positive de l'aide internationale au financement des dépenses publiques. Néanmoins, ils observent que cette contribution reste insuffisante pour provoquer une véritable transformation structurelle de l'économie congolaise en raison de la faible diversification productive, de la dépendance aux exportations minières et de la faiblesse des investissements privés nationaux.

Les travaux récents sur la gouvernance économique congolaise insistent également sur le rôle central des institutions dans l'efficacité de l'aide. Selon la Banque africaine de développement (2024), les difficultés rencontrées par plusieurs programmes financés par les partenaires extérieurs en RDC s'expliquent moins par l'insuffisance des ressources disponibles que par les problèmes liés à l'exécution des projets, au suivi des investissements et à la coordination institutionnelle. Ainsi, l'amélioration de la gouvernance apparaît comme une condition essentielle pour transformer l'aide extérieure en véritable facteur de développement économique.

Par ailleurs, les recherches portant sur la structure économique congolaise mettent en évidence une situation paradoxale : la RDC bénéficie d'importants flux financiers internationaux tout en demeurant confrontée à un faible niveau de développement humain et à une croissance insuffisamment inclusive. Cette situation alimente le débat relatif à une éventuelle dépendance structurelle à l'aide extérieure. Selon l'OCDE (2023), les pays fortement dépendants des financements concessionnels doivent progressivement renforcer leurs capacités internes de financement afin de réduire leur vulnérabilité face aux fluctuations de l'aide internationale.

De plus, les études disponibles présentent certaines limites méthodologiques. Premièrement, plusieurs analyses ne distinguent pas clairement les effets de court terme et les effets de long terme de l'aide publique au développement. Or, l'APD peut produire des effets immédiats sur l'activité économique à travers les dépenses publiques, mais également des effets différés à travers l'accumulation du capital, les infrastructures et l'amélioration du capital humain. Deuxièmement, peu de recherches intègrent simultanément d'autres déterminants macroéconomiques essentiels de la croissance tels que les investissements privés, les investissements directs étrangers, l'inflation et l'ouverture commerciale.

Troisièmement, les approches économétriques utilisées dans plusieurs travaux antérieurs ne permettent pas toujours d'identifier correctement les relations dynamiques entre les variables. L'utilisation d'une approche basée sur le modèle autorégressif à retards distribués (ARDL) apparaît alors pertinente, car elle permet d'étudier les relations de court et de long terme lorsque les variables présentent des ordres d'intégration différents, sous réserve qu'elles ne soient pas intégrées d'ordre deux.

Ainsi, la présente étude cherche à combler cette lacune en analysant l'effet de l'aide publique au développement sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo à travers une approche économétrique ARDL couvrant une période suffisamment longue. Contrairement aux travaux antérieurs, elle intègre simultanément plusieurs variables macroéconomiques susceptibles d'influencer la croissance, notamment la formation brute de capital fixe privé, les investissements directs étrangers, l'inflation et l'ouverture commerciale. La contribution scientifique de cet article réside donc dans trois dimensions principales. Premièrement, il apporte une analyse actualisée de la relation entre APD et croissance économique dans le contexte spécifique de la RDC. Deuxièmement, il examine la dynamique temporelle de cette relation en distinguant les effets de court terme et de long terme. Troisièmement, il permet d'apprécier si l'aide publique au développement constitue réellement un moteur durable de croissance ou si elle traduit plutôt une forme de dépendance structurelle de l'économie congolaise vis-à-vis des financements extérieurs.

II. METHODOLOGIE

La présente étude vise à analyser la dépendance de la République Démocratique du Congo à l'aide publique au développement à travers son impact sur la croissance économique. Pour atteindre cet objectif, une démarche quantitative fondée sur l'économétrie des séries temporelles a été adoptée. Les données utilisées sont de nature secondaire et couvrent une période suffisamment longue pour permettre l'analyse des relations de court et de long terme entre les variables. Elles proviennent principalement des bases de données de la Banque mondiale (World Development Indicators), des rapports de la Banque Centrale du Congo.

La variable dépendante retenue est le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), considéré comme indicateur de la performance économique. Les variables explicatives sont constituées de l'aide publique au développement, mesurée par le logarithme des flux d'APD, de la formation brute de capital fixe privé, des investissements directs étrangers (IDE), du taux d'inflation et de l'ouverture commerciale. Ces variables ont été sélectionnées en raison de leur importance dans la littérature économique relative aux déterminants de la croissance et à l'efficacité de l'aide extérieure.

Afin d'examiner la relation entre ces variables, l'étude recourt au modèle autorégressif à retards distribués (ARDL), développé par Pesaran, Shin et Smith (2001). Cette méthode présente l'avantage d'être applicable lorsque les variables sont intégrées d'ordre différent, à condition qu'aucune ne soit intégrée d'ordre deux. Elle permet également d'estimer simultanément les effets de court terme et de long terme dans un même cadre analytique.

La spécification générale du modèle est la suivante :

$$TXCPIB_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \beta_i TXCPIB_{t-i} + \sum_{i=0}^{q1} \gamma_i L_APD_{t-i} + \sum_{i=0}^{q2} \delta_i FBCF_P_{t-i} + \sum_{i=0}^{q3} \theta_i IDE_{t-i} + \sum_{i=0}^{q4} \varphi_i INFL_{t-i} + \sum_{i=0}^{q5} \sigma_i OUV_{t-i} + \varepsilon_t$$

où :

- $TXCPIB_t$: représente le taux de croissance du PIB ;
- L_APD_t : désigne l'aide publique au développement ;
- $FBCF_P_t$: représente la formation brute de capital fixe privé ;
- IDE_t : représente les investissements directs étrangers ;
- $INFL_t$: désigne le taux d'inflation ;
- OUV_t : représente l'ouverture commerciale ;
- ε_t : est le terme d'erreur aléatoire.

La démarche empirique débute par la réalisation des tests de stationnarité afin de déterminer l'ordre d'intégration des variables. Ensuite, le test de cointégration par les bornes (Bounds Test) est appliqué afin de vérifier l'existence d'une relation d'équilibre de long terme entre les variables. Lorsque cette relation est confirmée, le modèle ARDL est estimé et complété par un modèle à correction d'erreur (ECM) permettant d'analyser la dynamique de court terme et la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme.

Enfin, plusieurs tests diagnostiques sont réalisés afin de vérifier la validité des estimations obtenues, notamment les tests de significativité globale du modèle, de stabilité des coefficients, d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité des résidus. Cette démarche méthodologique permet de fournir une analyse rigoureuse de l'influence de l'aide publique au développement sur la croissance économique et d'évaluer le degré de dépendance de l'économie congolaise à l'égard des financements extérieurs.

III. PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS

3.1.Statistique descriptive

Tableau 1. *Statistique Descriptive*

	TXCPIB	L_APD	FBCF_P	IDE	INFL	OUV
Mean	3.799663	21.33924	2.94E-12	3.425737	87.07737	63.12072
Median	5.800000	21.69755	-0.687085	2.756443	15.31652	62.67931
Maximum	9.624489	22.73970	21.28236	12.71601	541.9089	93.72867
Minimum	-6.910927	19.08984	-5.381845	-1.304135	0.744199	25.04194
Std. Dev.	4.633408	1.055218	5.219701	3.237353	165.4229	19.69997
Skewness	-0.754754	-1.166546	2.255711	1.341177	1.924138	-0.228598
Kurtosis	2.475576	3.042564	9.929095	4.430199	5.108371	2.231997
Jarque-Bera	3.298446	7.033296	88.30518	11.93563	24.87034	1.031858
Probability	0.192199	0.029699	0.000000	0.002560	0.000004	0.596946
Sum	117.7896	661.5164	9.11E-11	106.1979	2699.398	1956.742
Sum Sq. Dev.	644.0540	33.40455	817.3583	314.4136	820941.8	11642.66
Observations	31	31	31	31	31	31

Source : Auteurs sur Eviews

Il ressort du tableau ci-haut que la variable taux de croissance du PIB (TXPIB) a une moyenne de 3.799663 et son écart type est de 4.633408, le logarithme de l'aide publique au développement (L_APD) a une moyenne de 21.33924 et son écart type est de 1.055218, la formation brute du capital fixe privé (FBCF_P) a une moyenne de 2.49 et son écart type est de 5.219701, l'inflation (INFL) a une moyenne de 87.07737 et son écart type est de 165.4229, les investissements directs étrangers (IDE) a une moyenne de 3.425737 et son écart type est de 3.237353, l'ouverture commerciale (OUV) a une moyenne de 63.12072 et son écart type est de 25.04194. Aussi, l'on note que toutes les variables sous-étude sont normalement distribuées (*Prob. Jarque-Bera > 5%*) sauf les variables L_APD, FBCF_P, IDE et INFL.

3.2. Analyse de la corrélation

Tableau 2. Résultats de l'analyse de corrélation

	TXCPIB	L APD	FBCF P	IDE	INFL	OUV
TXCPIB	1	0.6707825544049 439	0.0698906430937 9765	0.2990977869302 745	- 0.6700065615585 97	0.7475275603944 734
L APD	0.6707825544049439	1	- 0.1092748575651 662	0.3922360378158 67	- 0.7196228187317 774	0.4312556451382 342
FBCF P	0.0698906430937976 5	0.1092748575651 662	1	0.0008067977519 12712	0.3491936838341 88	0.2839119794571 083
IDE	0.2990977869302745	0.3922360378158 67	0.0008067977519 12712	1	- 0.3994352840341 425	0.1766232226044 786
INFL	-0.670006561558597	- 0.7196228187317 774	0.3491936838341 88	0.3994352840341 425	1	- 0.5146300502319 358
OUV	0.7475275603944734	0.4312556451382 342	0.2839119794571 083	0.1766232226044 786	- 0.5146300502319 358	1

Source : Auteurs sur Eviews

Dans l'ensemble, les corrélations montrent que la croissance du PIB entretient la relation positive modérée avec l'aide publique au développement ($r = 0,67$), mais avec de l'inflation c'est une relation négative ($r = -0,67$), tandis que la formation brute du capital fixe présente une corrélation positive très faible ($r = -0,069$). Avec les IDE la relation est faible mais positive ($r=0.299$). Et nous remarquons une forte relation entre l'ouverture commerciale et l'aide publique au développement.

3.3. Test de stationnarité

Tableau 3. Résultats du test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF)

Tests de la racine unitaire à niveau					Tests de la racine unitaire en différence première			
Variables	Statistique ADF	Valeur critique à 5%	P-value de la statistique ADF	Décision	Statistique ADF	Valeur critique à 5%	P-value de la statistique ADF	Décision
TXCPIB	-2.631268	-3.568379	0.2702	NS	-5.507039	-3.580623	0.0006	S
L_APD	-2.150138	-3.568379	0.4986	NS	-4.680433	-3.574244	0.0042	S
FBCF_P	-7.314825	-3.574244	0.0000	S	—	—	—	—
INFL	-0.978036	-3.587527	0.9307	NS	-5.168652	-3.587527	0.0015	S

IDE	-4.307864	-2.963972	0.0020	S	—	—	—	—
OUV	-3.264761	-3.568379	0.0916	NS	-5.164717	-3.580623	0.0014	S

Source : Auteurs sur Eviews

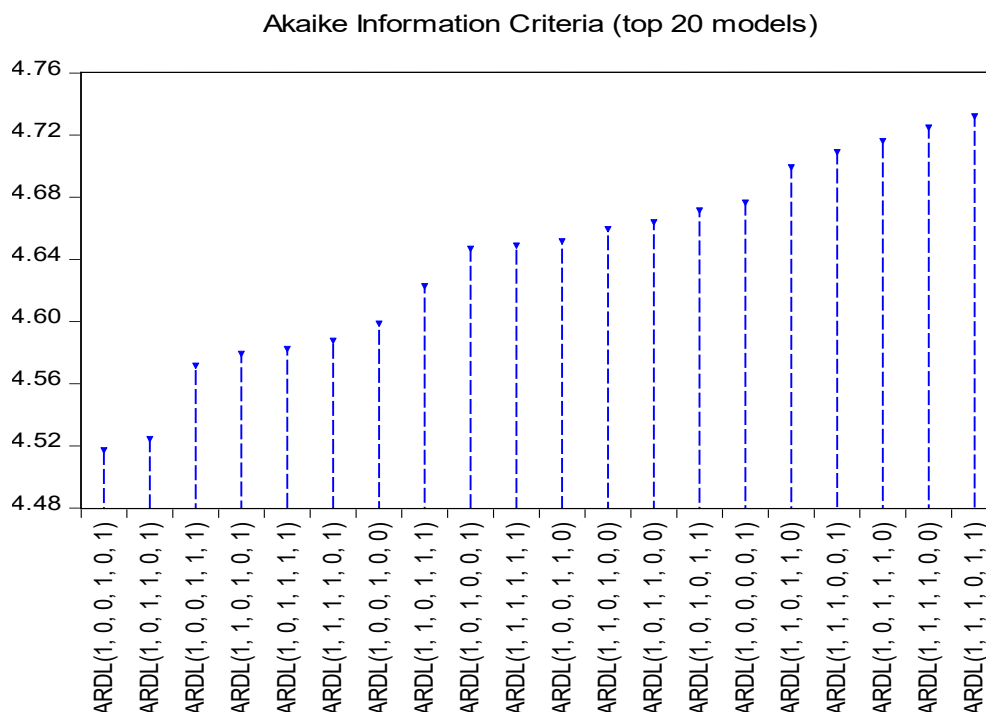
NS = Non Stationnaire et S = Stationnaire.

Il ressort du tableau portant sur les tests de stationnarité, la variable FBCF_P et IDE sont stationnaires à niveau, et les autres variables sont non stationnaires du fait que les statistiques de l'ADF sont supérieures aux valeurs critiques au seuil de 5% et les probabilités associées sont supérieures à 5%. De ce fait, après avoir appliqué la méthode de filtre aux différences, toutes nos variables sont devenues stationnaires en différence première. La stationnarité de ces variables est confirmée du fait que les probabilités associées sont inférieures à 5%.

3.4.Modèle ARDL optimal

Pour choisir le modèle ARDL optimal (celui qui donne des résultats statistiquement significatifs avec les moins des paramètres), on va utiliser le critère d'information d'Akaike (AIC), le graphique ci-dessous fait ressortir le modèle le plus optimal choisi :

Figure 1. Valeurs graphiques AIC



Source : Auteurs sur Eviews

D'après le graphique ci-dessus et selon le critère AIC le modèle ARDL (1, 0, 0, 1, 0, 1) est le plus optimal parmi les 19 autres, car il donne la plus petite valeur de l'AIC. Alors c'est le modèle qui donne des résultats statistiquement significatifs.

3.5. Estimation du modèle choisi

Etant donné que le modèle le plus optimal est celui ARDL (1, 0, 0, 1, 0, 1), l'estimation de ce dernier est donnée par le tableau ci-après :

Tableau 4. *Résultats d'estimation des coefficients*

Dependent Variable: TXCPIB				
Method: ARDL				
Date: 03/09/26 Time: 06:18				
Sample (adjusted): 1996 2025				
Included observations: 30 after adjustments				
Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)				
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)				
Dynamic regressors (1 lag, automatic): L_APD FBCF_P IDE INFL OUV				
Fixed regressors: C				
Number of models evaluated: 32				
Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 1, 0, 1)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
TXCPIB(-1)	0.451960	0.149239	3.028438	0.0064
L_APD	1.093278	0.543168	2.012780	0.0571
FBCF_P	0.095965	0.112400	0.853775	0.4029
IDE	-0.100991	0.134899	-0.748644	0.4624
IDE(-1)	0.340288	0.147397	2.308641	0.0312
INFL	-0.006405	0.005895	-1.086466	0.2896
OUV	0.069935	0.041497	1.685317	0.1067
OUV(-1)	-0.064412	0.035163	-1.831796	0.0812
C	-21.91579	12.08353	-1.813691	0.0840
R-squared	0.860769	Mean dependent var		3.902986
Adjusted R-squared	0.807728	S.D. dependent var		4.676153
S.E. of regression	2.050438	Akaike info criterion		4.517309

Sum squared resid	88.29019	Schwarz criterion	4.937668
Log likelihood	-58.75963	Hannan-Quinn criter.	4.651785
F-statistic	16.22851	Durbin-Watson stat	1.899064
Prob(F-statistic)	0.000000		

Source : Auteurs sur Eviews

Le coefficient du **taux de croissance du PIB retardé** est positif (**0,451960**) et statistiquement significatif au seuil de 1 % (**p = 0,0064**). Cela traduit une certaine persistance de la croissance économique : les performances économiques passées influencent positivement les performances actuelles. Une augmentation d'un point de pourcentage du taux de croissance de l'année précédente entraîne une hausse d'environ 0,45 point de pourcentage du taux de croissance courant.

La variable centrale de l'étude, le **logarithme de l'aide publique au développement (L_APD)**, présente un coefficient positif (**1,093278**) et significatif au seuil de 10% (**p = 0,0571**). Ce résultat suggère qu'une augmentation de l'APD contribue à stimuler la croissance économique en RDC. Ainsi, une hausse de l'aide extérieure est associée à une amélioration du niveau d'activité économique. Cette relation confirme que l'APD constitue une source importante de financement du développement dans un contexte où les ressources internes demeurent insuffisantes.

La **formation brute du capital fixe privé (FBCF_P)** affiche un coefficient positif (0,095965), mais non significatif (**p = 0,4029**). Bien que l'investissement privé semble exercer une influence favorable sur la croissance, son impact n'apparaît pas suffisamment robuste sur la période étudiée.

Concernant les **investissements directs étrangers (IDE)**, le coefficient courant est négatif (-0,100991) et non significatif (**p = 0,4624**), tandis que le coefficient retardé est positif (0,340288) et significatif au seuil de 5% (**p = 0,0312**). Ce résultat indique que les effets bénéfiques des IDE sur la croissance économique ne se manifestent pas immédiatement mais avec un certain décalage temporel. Les investissements étrangers nécessitent généralement du temps avant de produire des effets sur la production, l'emploi et le transfert de technologies.

Le **taux d'inflation (INFL)** présente un coefficient négatif (-0,006405) mais statistiquement non significatif (**p = 0,2896**). Ce résultat suggère qu'une hausse de l'inflation tend à réduire la croissance économique, conformément à la théorie économique, mais cet effet n'est pas suffisamment marqué pour être confirmé empiriquement dans le modèle.

L'**ouverture commerciale (OUV)** exerce un effet positif à court terme (0,069935) mais non significatif au seuil conventionnel de 5 % (**p = 0,1067**). En revanche, son effet retardé est négatif

(-0,064412) et marginalement significatif au seuil de 10% ($p = 0,0812$). Cela peut refléter la vulnérabilité de l'économie congolaise aux chocs extérieurs et sa forte dépendance aux exportations de matières premières.

L'estimation du modèle met en évidence les déterminants de la croissance économique en RDC dans un contexte marqué par l'importance de l'aide publique au développement (APD). La qualité globale du modèle est satisfaisante, avec un coefficient de détermination de 86,08% ($R^2 = 0,860769$), ce qui signifie que les variables retenues expliquent une grande partie des variations du taux de croissance du PIB. De plus, la probabilité associée à la statistique F est nulle ($\text{Prob}(F\text{-statistic})=0,0000$), indiquant que le modèle est globalement significatif.

3.6. Test de cointégration

Tableau 5. Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001)

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
			Asymptotic: n=1000	
F-statistic	3.155371	10%	2.08	3
K	5	5%	2.39	3.38
		2.5%	2.7	3.73
		1%	3.06	4.15

Source : Auteurs sur Eviews

Les résultats du test de cointégration par les bornes indiquent une statistique F de 3,155371. Cette valeur est supérieure à la borne supérieure critique au seuil de 10 % ($I(1)=3,00$), mais demeure inférieure à la borne supérieure au seuil de 5 % ($I(1)=3,38$). Ainsi, l'hypothèse nulle d'absence de relation de long terme entre les variables peut être rejetée au seuil de significativité de 10%. Les résultats suggèrent donc l'existence d'une relation de cointégration faiblement significative entre l'aide publique au développement et la croissance économique en RDC. Cette relation de long terme indique que les fluctuations de l'aide extérieure sont associées à l'évolution de la croissance économique sur la période étudiée, bien que la robustesse statistique de cette relation demeure modérée.

3.6. Modèle à correction d'erreur (ECM)

Tableau 6. dynamique de court terme et le coefficient d'ajustement

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE)	-0.100991	0.087874	-1.149270	0.2634
D(OUV)	0.069935	0.024475	2.857397	0.0094
CointEq(-1)*	-0.548040	0.102841	-5.329009	0.0000

Source : Auteurs sur Eviews

Les résultats du modèle ECM confirment l'existence d'une relation stable de long terme entre la croissance économique et ses déterminants. À court terme, seule l'ouverture commerciale exerce un effet positif et significatif sur la croissance, tandis que les IDE n'ont pas d'impact immédiat significatif. Associés aux résultats de long terme, ces éléments suggèrent que l'aide publique au développement demeure un facteur structurel de soutien à la croissance économique de la RDC. Toutefois, l'importance de l'ouverture commerciale dans la dynamique de court terme indique que la croissance ne dépend pas exclusivement de l'aide extérieure. L'économie congolaise reste influencée à la fois par les financements internationaux et par son insertion dans les échanges commerciaux, ce qui traduit une dépendance relative plutôt qu'absolue à l'aide publique au développement.

3.7. Les relations de long terme

Tableau 7. Résultats d'estimation des coefficients de LT

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
L_APD	1.994888	1.114164	1.790479	0.0878
FBCF_P	0.175105	0.202454	0.864912	0.3969
IDE	0.436642	0.342843	1.273590	0.2167
INFL	-0.011687	0.010033	-1.164891	0.2571
OUV	0.010078	0.066101	0.152470	0.8803
C	-39.98943	23.90271	-1.673008	0.1092

Source : Auteurs sur Eviews

Les résultats de long terme révèlent que l'aide publique au développement exerce un effet positif et faiblement significatif sur la croissance économique en RDC. Cette relation suggère que les

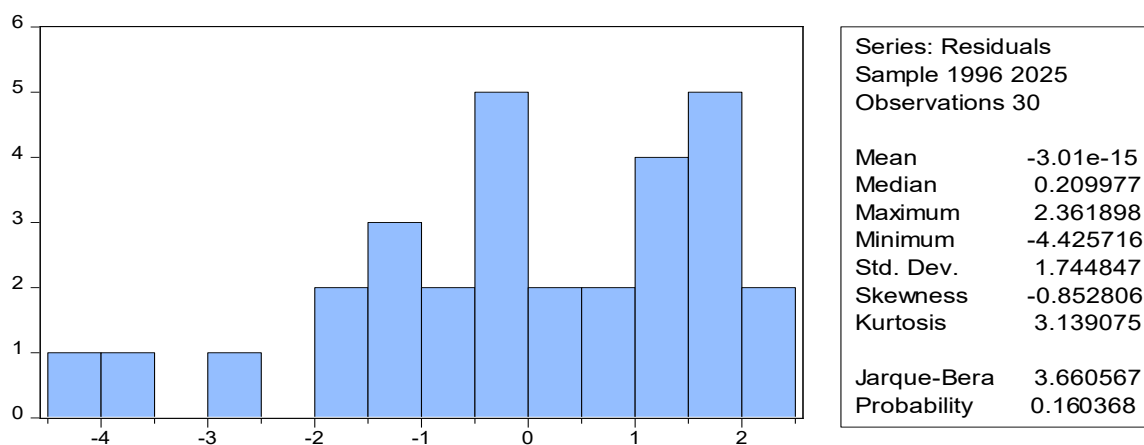
ressources extérieures contribuent durablement au financement de l'activité économique et au soutien de la croissance. En revanche, les investissements privés, les investissements directs étrangers, l'inflation et l'ouverture commerciale ne présentent pas d'effets statistiquement significatifs à long terme. Ces résultats mettent en évidence la place importante occupée par l'APD dans le processus de croissance de la RDC et suggèrent l'existence d'une dépendance relative aux financements extérieurs. Toutefois, cette dépendance ne saurait être considérée comme exclusive, dans la mesure où d'autres facteurs économiques et institutionnels interviennent également dans la détermination de la croissance économique du pays.

3.6. Tests de validation du modèle :

- **Test de normalité des résidus (test Jarque Berra)**

Ce test permet de vérifier si les résidus du modèle de régression suivent une distribution normale, condition essentielle pour la validité des inférences statistiques. Le test de Jarque-Bera est couramment utilisé, fondé sur les moments d'asymétrie et de kurtosis. Une distribution normale des erreurs assure la fiabilité des tests de significativité et la précision des intervalles de confiance.

Figure 1. Test de Jarque Berra (Test de Normalité des résidus)



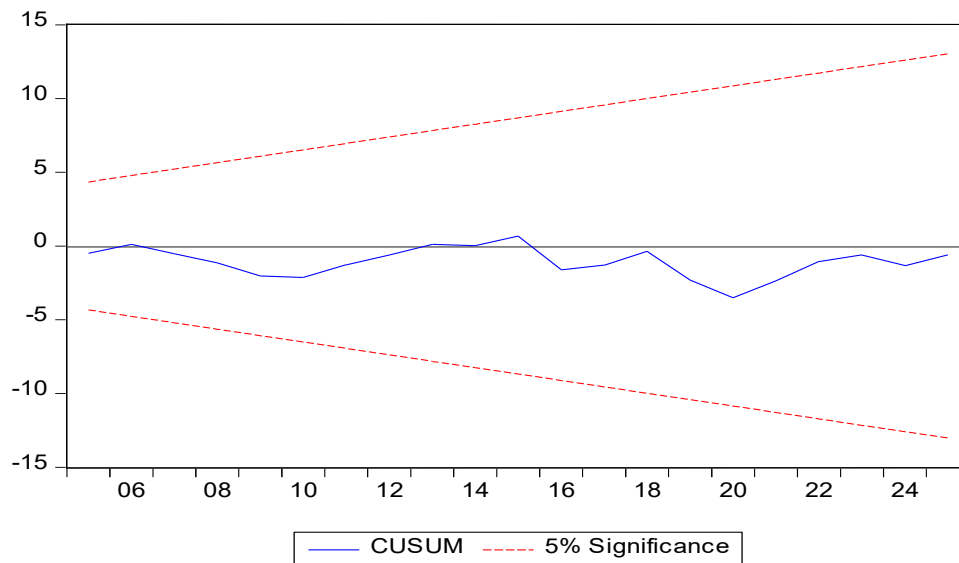
Source : Auteurs sur Eviews

Les résultats ci-dessus nous confirment que les résidus sont des bruits blancs gaussiens (suivent une loi normale) car la probabilité de Jarque-Bera est supérieure à 5%.

- **Test de stabilité des paramètres (test de CUSUM)**

Il permet d'évaluer si les coefficients estimés restent constants sur l'ensemble de la période étudiée. Les tests CUSUM et CUSUMSQ fournissent un graphique permettant d'observer la stabilité des paramètres. Une courbe qui reste à l'intérieur des bandes critiques indique que les coefficients sont stables.

Figure 2. *Test de stabilité de paramètres (CUSUM)*



Source : Auteurs sur Eviews

Nous constatons que le graphique ci-haut fait ressortir des résidus récurrents à l'intérieur du corridor. Ce qui indique que les paramètres du modèle estimé sont restés stables au cours de la période sous étude.

- **Test d'Absence d'hétéroscédasticité**

Ce test examine si la variance des erreurs est constante pour toutes les observations. L'hétéroscédasticité, c'est quand cette variance change, ce qui peut rendre les estimations inefficaces et les tests invalides.

Tableau 8. *Test de Breusch-Pagan-Godfrey*

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey			
F-statistic	0.509675	Prob. F(8,21)	0.8356
Obs*R-squared	4.877776	Prob. Chi-Square(8)	0.7706
Scaled explained SS	2.556312	Prob. Chi-Square(8)	0.9591

Source : Auteurs sur Eviews

La probabilité de ce test est supérieure à 5% ce qui signifie qu'il y a absence d'hétéroscédasticité donc il y a la présence d'homoscédasticité.

- **Test d'absence d'autocorrélation des erreurs**

Ce test permet de vérifier si les erreurs du modèle sont indépendantes dans le temps. L'autocorrélation signifie que les erreurs d'une période sont liées à celles d'une autre, ce qui peut fausser les estimations et les tests statistiques.

Tableau 9. *Test de Breusch-Godfrey*

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
F-statistic	0.547453	Prob. F(2,19)	0.5873
Obs*R-squared	1.634603	Prob. Chi-Square(2)	0.4416

Source : *Auteurs sur Eviews*

La probabilité de ce test est supérieure à 5% ce qui signifie qu'il y a absence d'autocorrélation des erreurs.

- **Test de spécification du modèle**

Ce test vise à s'assurer que la forme fonctionnelle adoptée et les variables incluses dans le modèle sont appropriés. Le test RESET de Ramsey est utilisé pour détecter d'éventuelles omissions de variables ou une mauvaise forme fonctionnelle. Un résultat non significatif indique que le modèle est correctement spécifié.

Tableau 10. *Test de Ramsey RESET*

Ramsey RESET Test			
Equation: UNTITLED			
Specification: TXCPIB TXCPIB(-1) L_APD FBCF_P IDE IDE(-1) INFL OUV			
OUV(-1) C			
Omitted Variables: Squares of fitted values			
	Value	df	Probability
t-statistic	0.204065	20	0.8404
F-statistic	0.041643	(1, 20)	0.8404

Source : *Auteurs sur Eviews*

Le test indique que le modèle est bien spécifié, cela signifie que le modèle capture correctement la réalité économique étudiée.

- **Test de Multicolinéarité**

La multicolinéarité désigne une forte corrélation entre deux ou plusieurs variables. Cela rend difficile l'estimation précise des coefficients individuels, car il devient compliqué de distinguer l'effet de chaque variable. Pour le détecter, on utilise souvent le facteur d'inflation de la variance (VIF). Si le VIF est supérieur à 5 (dans certains cas 10), cela indique une possible multicolinéarité.

Tableau 11. Test VIF

Variance Inflation Factors			
Date: 03/09/26 Time: 06:27			
Sample: 1995 2025			
Included observations: 31			
	Coefficient	Uncentered	Centered
Variable	Variance	VIF	VIF
C	232.0855	999.5625	NA
L_APD	0.477869	939.4103	2.217762
FBCF_P	0.016285	1.849278	1.849278
IDE	0.029247	2.755810	1.277557
INFL	3.33E-05	4.878795	3.792815
OUV	0.001295	24.31789	2.094838

Source : Auteurs sur Eviews

Nous voyons clairement qu'il y a absence de la multicolinéarité car les valeurs VIF sont inférieures à 5.

I. Discussion des résultats

Les résultats obtenus à partir du modèle ARDL montrent que l'aide publique au développement (APD) entretient une relation de long terme avec la croissance économique en République Démocratique du Congo. Toutefois, l'ampleur de son effet demeure conditionnée par les caractéristiques structurelles de l'économie congolaise ainsi que par l'interaction de l'APD avec d'autres variables macroéconomiques retenues dans le modèle. Ces résultats confirment que l'aide extérieure ne constitue pas, à elle seule, un facteur suffisant pour assurer une croissance économique durable, mais qu'elle agit davantage comme un levier complémentaire lorsque les conditions institutionnelles et macroéconomiques sont favorables.

Ces résultats rejoignent les conclusions de Legass et Akkas (2024), qui montrent que l'impact positif de l'APD sur la croissance en Afrique subsaharienne est principalement observé à long terme et dépend fortement de la qualité des institutions et de la stabilité macroéconomique. Ils corroborent également les travaux de Dreher et Langlotz (2020), selon lesquels l'efficacité de l'aide varie selon les capacités institutionnelles des pays bénéficiaires et ne peut être appréciée uniquement à travers le volume des ressources reçues.

Par ailleurs, les résultats obtenus confirment les analyses de la Banque mondiale (2024) et de l'OCDE (2024), qui soulignent que les ressources issues de l'aide publique au développement produisent de meilleurs résultats lorsqu'elles financent des investissements productifs, renforcent le capital humain et améliorent les infrastructures économiques. Dans le contexte congolais, ces observations traduisent la nécessité d'améliorer la qualité de la gouvernance, la transparence dans la gestion des ressources publiques et l'efficacité de l'exécution des projets financés par les partenaires techniques et financiers.

En outre, les effets observés des variables de contrôle montrent que la croissance économique en RDC ne dépend pas exclusivement de l'aide extérieure. Les investissements, la stabilité macroéconomique, l'ouverture de l'économie et l'environnement des affaires influencent également la dynamique de croissance. Ce constat rejoint les conclusions de Ouedraogo, Sourouema et Sawadogo (2021) ainsi que celles de la Banque africaine de développement (2024), selon lesquelles les performances économiques des pays africains reposent davantage sur la mobilisation des ressources internes, la qualité des institutions et la diversification de l'économie que sur l'augmentation des flux d'aide extérieure.

Dans l'ensemble, cette étude confirme que l'aide publique au développement demeure un instrument important de financement du développement en République Démocratique du Congo. Toutefois, son efficacité dépend principalement de la capacité du pays à transformer ces ressources en investissements productifs et en réformes structurelles susceptibles de soutenir une croissance économique inclusive et durable. Ces résultats apportent ainsi une contribution empirique à la littérature récente en montrant que l'APD doit être considérée comme un complément aux politiques nationales de développement plutôt que comme un substitut aux efforts de mobilisation des ressources internes.

CONCLUSION

Cet article avait pour objectif d'analyser l'effet de l'aide publique au développement sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo à partir d'un modèle ARDL. Les résultats montrent que le modèle estimé est globalement satisfaisant, avec un coefficient de détermination de 86,08 % ($R^2 = 0,8608$) et une significativité globale élevée ($\text{Prob}(F) = 0,0000$), indiquant que les variables retenues expliquent une part importante des variations de la croissance économique.

Les estimations révèlent que l'aide publique au développement exerce un effet positif sur la croissance économique, avec un coefficient de 1,0933 à court terme ($p = 0,0571$) et de 1,9949 à long terme ($p = 0,0878$), ce qui met en évidence son rôle dans le financement de l'activité économique en RDC. En outre, le test de cointégration confirme l'existence d'une relation de long terme entre les variables ($F = 3,1554$), tandis que le coefficient du mécanisme de correction d'erreur ($\text{ECM} = -0,5480$; $p = 0,0000$) montre qu'environ 54,8 % des déséquilibres sont corrigés chaque année, traduisant une vitesse d'ajustement relativement rapide vers l'équilibre de long terme.

Ces résultats confirment que l'aide publique au développement demeure un facteur de soutien à la croissance économique en République Démocratique du Congo. Toutefois, son efficacité reste étroitement liée à une meilleure gouvernance, à la mobilisation des ressources internes et à l'orientation des financements vers des investissements productifs. L'APD doit ainsi être considérée comme un levier complémentaire de développement et non comme un substitut aux efforts nationaux visant à renforcer la résilience et l'autonomie de l'économie congolaise.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2022). Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty (Updated ed.). Crown Business.
- African Development Bank. (2024). African Economic Outlook 2024. African Development Bank Group.
- Arndt, C., Jones, S., & Tarp, F. (2021). Aid effectiveness: Opening the black box. *World Development*, 147, 105625.
- Banque mondiale. (2024). Rapport sur le développement dans le monde 2024. Washington, DC: World Bank.
- Burnside, C., & Dollar, D. (2000). Aid, policies, and growth. *American Economic Review*, 90(4), 847-868.
- Chenery, H. B., & Strout, A. M. (1966). Foreign assistance and economic development. *American Economic Review*, 56(4), 679-733.
- Demir, F., & Duan, Y. (2020). Target at the right level: Aid spillovers and growth in Sub-Saharan Africa. *AidData Working Paper*.
- Dreher, A., & Langlotz, S. (2020). Aid and growth: New evidence using an excludable instrument. *Canadian Journal of Economics*, 53(4), 1788-1824.
- Easterly, W. (2021). The elusive quest for growth (Updated ed.). MIT Press.
- Fonds monétaire international. (2023). Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Goldemberg, D., Jordan, S., & Kenyon, T. (2025). Rethinking aid effectiveness: Lessons from World Bank projects. World Bank.
- Legass, A., & Akkas, M. (2024). Foreign aid, institutions and economic growth in Sub-Saharan Africa: Evidence from Panel ARDL estimation. *Journal of Developing Societies*, 40(3), 315-339.
- Mankiw, N. G. (2021). Principles of economics (9th ed.). Cengage Learning.
- OECD. (2023). Development Co-operation Report 2023: Debating the Aid System. OECD Publishing.
- OECD. (2024). Official Development Assistance (ODA). OECD Publishing.
- Ouedraogo, I., Sourouema, W., & Sawadogo, R. (2021). Foreign aid, governance and economic growth in Sub-Saharan Africa. *The World Economy*, 44(10), 3028-3054.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289-326.

- Romer, P. M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, 98(5), S71-S102.
- Sachs, J. D. (2020). *The ages of globalization: Geography, technology, and institutions*. Columbia University Press.
- Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.
- United Nations. (2023). *The Sustainable Development Goals Report 2023*. United Nations.
- World Bank. (2025). *Global Economic Prospects*. World Bank.
- World Bank. (2025). *World Development Report 2025: Efficient, Effective and Equitable Public Spending*. World Bank.
- World Health Organization. (2023). *World Health Statistics 2023*. World Health Organization.
- Yiew, T. H., & Lau, E. (2021). Does foreign aid contribute to economic growth? Empirical evidence from developing countries. *Journal of International Development*, 33(2), 324-345.